

Un Belge sur deux opposé à l'abandon de la voiture thermique (sondage Le Vif / CNCD)

Le Vif – Thierry Denoël - 07-11-2024

Extraits. Article complet réservé aux abonnés du VIF.

https://www.levif.be/belgique/un-belge-sur-deux-oppose-a-labandon-de-la-voiture-thermique-sondage-le-vif-cncd/?error=user_not_trial_compliant

En matière de remplacement des voitures thermiques, les avis négatifs (48%) supplantent les positifs (32%).

Des Belges un peu moins progressistes et des décalages toujours frappants entre les partis et leurs électeurs. C'est ce que révèle le sondage CNCD-11.11.11 – Le Vif 2024. Analyse, avec le directeur du Crisp, Jean Faniel.

C'est un constat assez général dans les différents volets du sondage: migration, aide au développement, fiscalité, changement climatique... On observe un **recul, léger mais perceptible, du soutien des Belges aux mesures** que l'on peut considérer comme **progressistes**. Accroissement du rejet du Green Deal, moins d'avis favorables sur les sujets de la lutte contre les paradis fiscaux, d'un taux d'imposition minimal de 15% pour les multinationales, de la régularisation des sans-papiers, ou encore davantage de sondés souhaitant une pause dans les réglementations européennes. C'est **indéniablement un petit virage à droite de l'opinion**. Cela reflète-t-il le tournant des élections de juin dernier?

«Difficile à dire, hésite Jean Faniel, le directeur du Crisp (Centre de recherche et d'information sociopolitiques), qui analyse cette année encore le Baromètre de la solidarité du CNCD réalisé par Dedicated en collaboration avec Le Vif. Lors du scrutin de juin, c'est principalement en Wallonie que les partis de gauche ont reculé, de 55% à 42%. A Bruxelles, ils sont restés relativement stables, un peu au-dessus de 50%. En Flandre, ils ont progressé de 26% à 30%. Or, **le repli progressiste de l'opinion sondée est global**, autour de 4% en moyenne, et ne concerne pas que la Wallonie.» Droïdisation de la société dans son ensemble? Réalignement, en Wallonie, entre les électeurs et les partis qui les représentent à la Chambre?

«L'électorat du CD&V se montre plus progressiste que la moyenne, ce qui ne colle pas toujours avec les positions adoptées par le parti.»

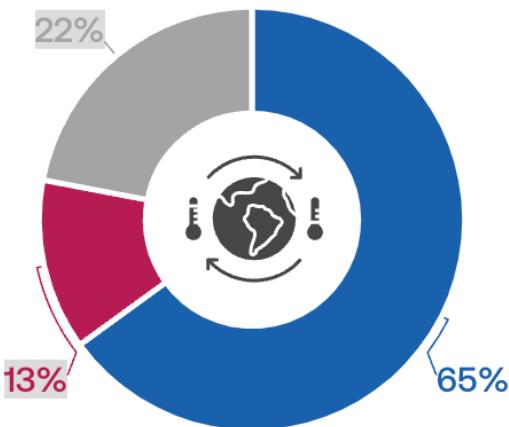
Etant donné la proximité des élections fédérales lors de la réalisation du sondage, les 1.504 Belges du panel ont été interrogés sur leur choix électoral de juin, ce qui permet de ventiler leurs réponses en fonction des préférences politiques. Premier enseignement éclatant: **les électeurs du Vlaams Belang sont les plus marqués à droite**, non seulement sur les questions migratoires, mais aussi sur l'environnement, les choix fiscaux, la lutte contre la pauvreté... «On peut y discerner un véritable repli sur soi de ces électeurs, note Jean Faniel. A l'inverse, toujours du côté flamand, **l'électorat du CD&V se montre globalement plus progressiste que la moyenne**, ce qui ne colle

pas toujours avec les positions adoptées par le parti. Idem pour **les électeurs des Engagés, encore un peu plus marqués à gauche** sur nombre de sujets.»

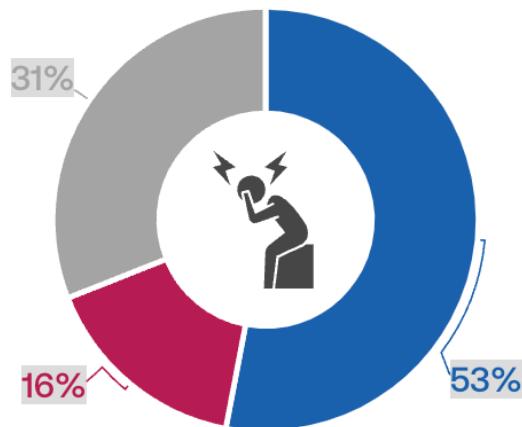
Les électeurs du PS, eux, se révèlent parfois plus mitigés qu'attendu, comme sur le remplacement des voitures thermiques ou sur la lutte contre les paradis fiscaux. **Quant aux partisans du MR, ils peuvent être en décalage avec ce que le parti propose.** Exemple: une majorité d'entre eux souhaitent une réforme de la fiscalité du travail et du capital alors que le MR avait bloqué le dossier sous la Vivaldi. «Cela dit, le sondage montre que la société belge reste assez solidaire et ouverte sur le monde, convient le directeur général du Crisp. Le recul est surtout insufflé par les électorats, davantage voire franchement conservateurs, de la N-VA et du Vlaams Belang, qui pèsent lourd dans les réponses globales.»

● Favorable ● Défavorable ● Sans avis

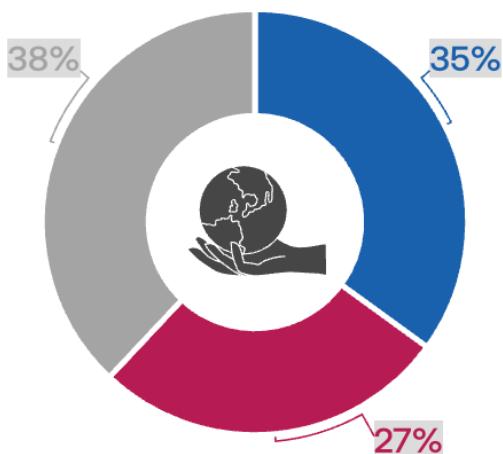
Le changement climatique est principalement causé par les activités humaines.



Les informations sur l'environnement contribuent à créer un climat anxiogène dans la population.



A votre échelle, vous estimez avoir épuisé les moyens d'actions pour lutter contre le dérèglement climatique.



Il faut instaurer un impôt sur le patrimoine des milliardaires.

